

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 25 JANVIER 2016

SOMMAIRE

- 1) Mélenchon...président !
- 2) Manuel Valls divise au lieu d'unir
- 3) A la queue leu leu...
- 4 Il rechute grave !
- 5) Le soutien odieux
- 6) Il rêve !
- 7) Renaud : le retour
- 8) Fusion à Belle-Ile-en-Mer

Gérard Diez La Presse en Revue

MEILLEURS VOEUX



I) Présidentielle : le Parti de gauche plaide pour une candidature de Mélenchon



Jean-Luc Mélenchon durant l'université d'été du Parti de gauche, en août 2015 Crédits photo : REMY GABALDA/AFP

Julien Chabroux

LE SCAN POLITIQUE - Lors des vœux à la presse du PG, les coordinateurs du parti Éric Coquerel et Danielle Simonnet ont souhaité que l'ex-candidat du Front de gauche en 2012 retente sa chance.

A quinze mois de la présidentielle, le Parti de gauche est déjà dans les starting-blocks. Et a décidé d'accélérer, en mettant sur les rails la candidature de Jean-Luc Mélenchon. «On prend nos responsabilités. On a un candidat qui fait l'affaire et qui est à même d'aller au second tour. On assume», a lancé vendredi le coordinateur politique du PG Éric Coquerel lors de la présentation des vœux du parti à la presse, en évoquant «l'urgence» de lancer un mouvement en faveur de sa candidature.

«Pour nous, Jean-Luc Mélenchon serait le candidat à même de porter la bataille pour faire de 2017 un moment d'implication citoyenne», a estimé le conseiller régional d'Ile-de-France. «Le

candidat que le PG soutiendra en 2017 devra œuvrer à la constitution d'un mouvement citoyen plus large qu'un cartel de partis», a expliqué Éric Coquerel. Il observe: «La présidentielle a des défauts mais elle a une qualité, elle repolitise les enjeux du pays». «On veut que la présidentielle soit l'occasion de faire émerger un mouvement citoyen nouveau», a elle aussi déclaré la coordinatrice politique Danielle Simonnet.

«On ne va pas attendre EELV»

Les responsables du PG ont redit leur opposition à une participation de leur parti à une primaire à gauche, après l'appel de personnalités dans Libération. «On ne peut s'embarquer là-dessus, sinon nous nous affaiblirons», a prévenu Éric Coquerel. Pour l'élus francilien, «le gros défaut de la primaire, c'est qu'elle fait passer des semaines à discuter sur des questions de personnes». «A moins d'un an du début de la présidentielle, on ne peut pas se payer le luxe d'improviser et d'entrer dans une bataille de personnalités», met-il en garde, alors que les modalités d'un éventuel scrutin n'ont pour le moment pas été abordées.

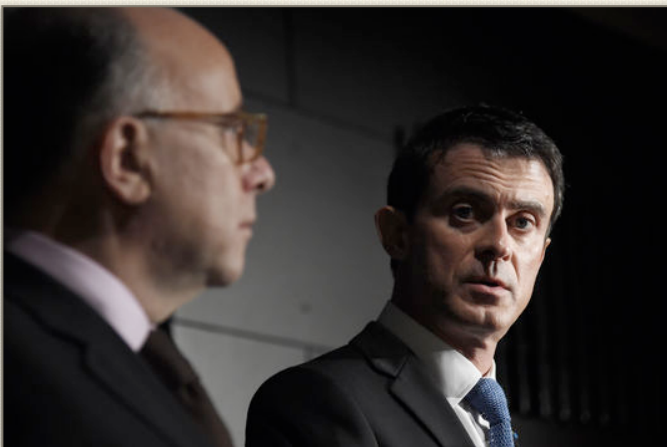
Pour Danielle Simonnet, «construire une force citoyenne est bien plus novateur que de réchauffer la question de la primaire».

«On ne va pas attendre EELV», a par ailleurs prévenu Éric Coquerel, sur fond de divisions des écologistes sur l'opportunité d'une candidature présidentielle issue de leurs rangs. Quant aux communistes, qui n'ont pas fermé la porte à la participation à une primaire, Éric Coquerel dit être «convaincu que le PCF ne partira pas dans une primaire de toute la gauche. Ils se rendront compte que c'est une impasse et je ne les vois pas faire campagne pour François Hollande» s'il la remportait. Problème: les communistes ne sont pas non plus emballés à l'idée d'une nouvelle candidature de Jean-Luc Mélenchon, qui s'était présenté avec l'étiquette du Front de gauche et le soutien du PCF en 2012.

lefigaro.fr

II) Noël Mamère : « Au lieu de rassembler les Français contre le fascisme religieux, Manuel Valls les divise »

Le Monde.fr



Le Premier Ministre Manuel Valls à l'inauguration d'un commissariat à Evry, en présence du Ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, le 8 janvier 2016. DOMINIQUE FAGET / REUTERS

Une fois de plus, une fois de trop, Manuel Valls choisit la division de la gauche et accessoirement des Français, en réveillant avec cynisme et brutalité le débat ultra-sensible sur la laïcité.

Mais quel est donc le but poursuivi par le nouveau porte-parole des néo-conservateurs ? A-t-il décidé de se lancer dans la course à la présidentielle, dès 2017, constatant le rejet de François Hollande et sa faveur dans les sondages ?

Dans ce contexte de mort clinique de la gauche, face à la concurrence de l'extrême droite, qui se précise de jour en jour, il considère que les thèmes de l'ordre, de la nation, de l'autorité et de l'identité sont « porteurs » et cherche la moindre occasion de les remettre sur la table de la société. En s'en prenant avec violence aux deux responsables de l'Observatoire de la laïcité, devant « les amis du CRIF », il n'a fait que « communautariser » un peu plus le débat sur la laïcité en tentant d'ostraciser des responsables musulmans et d'absoudre les propos islamophobes.

Idéologie occidentaliste

Au lieu de rassembler les Français contre le fascisme religieux, il les divise. Au nom d'un misérable calcul politicien, il met de nouveau la société en tension au moment où elle aurait le plus besoin d'apaisement. D'ailleurs, Marine Le Pen ne s'y est pas trompée qui, dans un exercice de triangulation inversée, vante « une société apaisée » sur ses affiches style « old school », directement inspirées de la campagne de Mitterrand en 1981.

Manuel Valls est devenu coutumier de ces transgressions néoconservatrices. Il s'en est même fait une spécialité, en déclenchant des polémiques à répétition, le plus souvent avec l'obsession de pourfendre des ennemis de l'identité de la France.

Cette monomanie identitaire recouvre en réalité une idéologie commune à une partie de la droite et de la gauche gouvernementale, l'idéologie occidentaliste. Obsédée par la crainte du déclin de la civilisation occidentale devant la montée des puissances émergentes, par la peur de l'islam considéré comme une menace pour nos « valeurs républicaines », une partie de la classe politique de ce pays s'est constitué un nouvel imaginaire du repli. Il repose sur trois éléments constitutifs.

La laïcité intégriste, ou intégrale, qui considère que l'espace public doit être purgé de tout signe religieux musulman, que l'islam doit retourner à l'âge des caves et qu'il n'y a de bon musulman qu'assimilé. Ainsi conçue et défendue, la laïcité

est le nouveau nom d'une guerre antireligieuse fantasmée.

Le deuxième pilier de cette doxa est l'essentialisation. Au lieu d'identifier l'ennemi, le courant djihadiste, c'est-à-dire un fascisme religieux et politique, le premier ministre procède par amalgames récurrents. Ainsi les musulmans qui se réclament de courants relevant de l'orthodoxie seraient par nature les tremplins du djihadisme. Tous sont taxés, pêle-mêle, d'intégristes et d'idiots utiles d'Al-Qaida et de Daech [acronyme arabe de l'organisation Etat islamique]. A ce compte-là, toute femme voilée devient suspecte, puisqu'elle transgresse les lois imaginaires de la laïcité revue et corrigée par ses nouveaux hérauts.

En réalité, si l'on se place dans la perspective politique de Manuel Valls, le musulman est un « bon client », au même titre que l'émeutier cagoulé des médias quand ils traitent des quartiers populaires. Le premier ministre cherche en permanence des cibles, tel Jean-Louis Bianco, sa dernière victime en date, dans le seul but de réduire une réalité complexe à son imaginaire autoritaire, inégalitaire et guerrier.

La troisième composante de cette idéologie occidentaliste, c'est l'appel permanent à la guerre de civilisation. La République est ainsi réduite à une sorte de forteresse assiégée au nom de l'idée que le premier ministre et ses semblables se font d'une « civilisation » occidentale menacée de toutes parts par les « barbares ». Il faut donc leur opposer une logique de guerre et considérer tous leurs représentants ou supposés tels, présents sur notre territoire, comme une cinquième colonne susceptible de nous attaquer à tout moment. La conséquence de cette logique infernale est une militarisation durable de la société, ainsi que le prouvent la nouvelle prolongation de l'état d'urgence qui s'annonce, la déchéance de nationalité inscrite dans notre Constitution et le recul du protecteur de nos libertés, le juge judiciaire, que prépare la réforme des codes pénal et de procédure pénale.

Jusqu'où ce thuriféraire de Clemenceau ira-t-il pour devenir président ? Pourtant, plus les jours passent et plus il s'installe dans une forme de bonapartisme décomplexé.

Bonapartiste, cette tentation autoritaire de gouverner par l'état d'exception permanent, en se débarrassant du contrôle des juges ; bonapartiste, cette volonté de gouverner en instaurant un climat de peur ; bonapartiste, cet attrait pour les ordonnances, en se débarrassant de ces parlementaires inutiles qui empêchent l'exécutif de faire son travail ; bonapartiste, enfin, ce penchant pour la marginalisation de tous ceux qui osent rappeler les règles de l'Etat de droit et de la démocratie.

Pour mieux masquer cette dérive, Manuel Valls nous répète en boucle : « République, République, République. » Comme s'il s'agissait de nous faire oublier qu'elle a toujours été menacée par des boutefeux autoritaires et des va-t-en-guerre arrogants, tout autant que par les tenants de l'arbitraire et les autocrates de la morale républicaine.

Dans les années 1960, Sartre qualifiait déjà la gauche de « cadavre tombé à la renverse et qui pue ».

Déjà, Guy Mollet, le représentant de cette gauche près du tombeau, avait fait voter l'état d'urgence et les pouvoirs spéciaux pour mener la sale guerre d'Algérie, au nom d'une vision étriquée de la France et de la République.

Cinquante ans plus tard, nous nous retrouvons face à la même faillite idéologique. Nous ne pouvons nous résoudre à cette déchéance.

Noël Mamère, ancien candidat à la présidentielle, est député écologiste (Gironde) et maire de Bègles.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) En 2015, les automobilistes perdent encore plus de temps sur le périph' : comment ça se fait ?

Le boulevard périphérique parisien est l'axe le plus emprunté d'Europe mais aussi l'un des plus embouteillés. Un axe particulièrement sensible, toujours difficile pendant les heures de pointe, où une simple voiture en panne peut provoquer plusieurs dizaines de kilomètres d'embouteillages. Et en 2015, ça ne s'est pas amélioré. Le point.

Automobilistes franciliens, vous pensiez avoir touché le fond ? Et bien non, l'état du trafic en 2016 est encore pire. Les conditions étaient pourtant bonnes, la météo clémente et sans grands programmes de rénovation des chaussées. Mais l'étude de V-Traffic, premier fournisseur d'information trafic français est formelle : les embouteillages ont augmenté de près de 10% en heure de pointe sur le périphérique en Ile-de-France. Le point.

► Davantage d'embouteillages. L'année 2014 avait pourtant laissé quelques espoirs : les kilomètres d'embouteillages avaient baissé de 9,6%. Mais l'embellie ne s'est pas reconfirmée en 2015, où les difficultés sont reparties à la hausse. Entre 2014 et 2015, le nombre de kilomètres d'embouteillages, durant les heures de pointe, a augmenté de 9,3 %. La semaine post-attentats de novembre enregistre le plus grand nombre de kilomètres d'embouteillages avec + 69 % comparé à la moyenne annuelle. Au total, depuis 2010, ce sont + 22 % de difficultés observées sur le réseau francilien. L'année 2014 avait en fait été moins difficile grâce à la fin de nombreux grands chantiers.

planet.fr

IV) La cote de Hollande retombe à son niveau d'avant les attentats

PARIS (Reuters) - La cote de popularité de François Hollande a accentué sa baisse en janvier pour retrouver son niveau d'avant les attentats de Paris et Saint-Denis, selon un sondage BVA pour Orange et iTELE publié samedi.

Vingt-cinq pour cent des Français disent faire confiance au chef de l'Etat, soit cinq points de moins qu'il y a un mois et huit points de moins qu'en novembre. Sa cote avait bondi de huit

points juste après les attentats du 13 novembre.

"Alors qu'en fin d'année, François Hollande pouvait espérer capitaliser sur le succès de la COP21, la défaite moins importante que redoutée aux régionales et une image restaurée d'autorité et de leadership après la gestion des attentats, il voit au contraire son image se détériorer", note BVA.

"Les multiples revirements du débat sur la déchéance de nationalité ne sont sans doute pas étrangers à ces résultats. Certaines annonces dans le domaine de l'emploi comme le plafonnement des indemnités chômage (...) ont peut-être également déplu à une partie des sympathisants de gauche", chez qui François Hollande perd sept points, ajoute l'institut.

Dans le même temps, 39% des personnes interrogées, un niveau inchangé, disent faire confiance au Premier ministre, Manuel Valls, même si cette stabilité masque une forte baisse (-10 points) chez les sympathisants de gauche.

Le jugement des Français sur la politique de l'exécutif est toujours aussi sévère, 23% des personnes interrogées (-4 points) considérant qu'elle est juste et 14% (-3 points) efficace.

La cote d'influence des autres personnalités politiques est en baisse quasi générale. L'ancien Premier ministre Alain Juppé perd ainsi huit points, bien qu'il arrive toujours en tête, 49% des Français souhaitant le voir exercer davantage d'influence dans le futur.

Mais, avec un score de 73% (inchangé) auprès des sympathisants de droite, il creuse l'écart par rapport à ses principaux rivaux pour la primaire en vue de la présidentielle de 2017. Bruno Le Maire perd quatre points (à 54%), François Fillon huit points (49%) et Nicolas Sarkozy quatre points (39%).

Chez les seuls sympathisants Les Républicains, le maire de Bordeaux fait aussi la course en tête, avec 73% (+8 points) devant Nicolas Sarkozy (64%, +2 points) et François Fillon (59%, -3 points).

LAPRESSEENREVUE.EU



Le sondage a été réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 1.007 personnes âgées de 18 ans et plus interrogées par téléphone puis internet les 19 et 20 janvier. (Yann Le Guernigou, édité par Danielle Rouquié)



V) Le honteux soutien de la France à Christine Lagarde

Par Laurent Mauduit

Christine Lagarde a déposé sa candidature pour un deuxième mandat à la tête du FMI, sachant que sa reconduction serait sa meilleure protection contre les avancées de la justice dans l'affaire Tapie. Elle a aussitôt reçu le soutien du gouvernement. Au mépris des règles de l'État de droit.

Comme une mécanique bien réglée, l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, avait à peine annoncé, ce vendredi 22 janvier, qu'elle était candidate à sa propre succession et qu'elle brigait un second mandat à la tête de l'institution financière, qu'elle a aussitôt reçu l'appui du gouvernement français. Sans la moindre allusion, sans même la moindre mention du scandale Tapie dans lequel elle a joué un rôle important qui va lui valoir d'être renvoyée devant la Cour de justice de la République (CJR) pour son « incurie », le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a aussitôt chanté ses louanges et confirmé qu'elle aurait le plein soutien des autorités françaises.

De cette descente aux enfers des dirigeants socialistes, qui conduisent sur tous les plans une politique de plus en plus détestable, allant même

jusqu'à piocher, avec la déchéance de nationalité, dans l'arsenal des dispositions antirépublicaines qui n'étaient jusque-là défendues en France que par l'extrême droite xénophobe, on est certes depuis quelque temps accoutumé. Mais tout de même ! Voir le pouvoir socialiste apporter son soutien une nouvelle fois à une personnalité qui est sévèrement mise en cause par la justice à cause de faits graves, au cœur de l'un des plus importants scandales de ces dernières décennies, n'en suscite pas moins un nouvel effet de sidération : comment un tel soutien, qui vise forcément à intimider la justice et à l'entraver, est-il concevable ? Comment une telle violation des règles éthiques les plus élémentaires est-elle possible ? À l'évidence, cela dépasse l'entendement. Et cela nourrira naturellement la colère contre les élites, trop souvent réputées au-dessus des lois, qui profitent perpétuellement d'une insupportable impunité, à cause de laquelle prospère le populisme radical.

Ce soutien de la France est d'autant plus ahurissant qu'il contrevient au scénario qui était jusque-là imaginé. Comme le mandat de Christine Lagarde arrive à échéance au prochain mois d'août, on faisait l'hypothèse que la France la laisserait l'achever, et qu'elle ne serait renvoyée devant la CJR qu'ultérieurement, sans doute à l'automne prochain. En somme, la France disposait d'une porte de sortie élégante, sans brusquer les choses.

Mais ce n'est donc pas ainsi que les choses se sont passées. Comme les candidatures pour le poste de directeur général du FMI peuvent être déposées entre le 21 janvier et le 10 février, Christine Lagarde est sortie de sa boîte tout de suite. « Oui, je suis candidate pour un deuxième mandat », a-t-elle annoncé sur France 2, au lendemain de l'ouverture du processus de désignation par l'institution financière.

Mais elle n'a pris de court personne. Visiblement, tout avait été secrètement mis au point les jours précédents. Car de Davos, le « QG » planétaire des milliardaires et de la haute finance où les ministres socialistes français jouent des coudes pour se faire remarquer, Laurent Fabius a aussitôt fait savoir que la France donnait sa bénédiction à cette candidature, à la faveur d'un entretien à BFM Business. « Je veux vous confirmer que notre candidate pour le FMI est bien Christine Lagarde. Elle a fait un excellent travail et nous serons très heureux si elle est renouvelée », a dit sans la moindre gêne le ministre socialiste des affaires étrangères, à l'occasion d'un entretien qui

peut être visionné ici. Un peu plus tôt, Manuel Valls avait lui-même assuré faire « la plus grande confiance » à Christine Lagarde.

On devine les arguments boiteux qui seront avancés pour justifier cet accommodement : l'usage veut que la direction de la Banque mondiale revienne à un Américain, et celle du FMI à un Européen, et le plus souvent à un Français ; alors la France ne va tout de même pas perdre la direction d'une institution financière aussi prestigieuse et influente que le FMI pour une sombre et grotesque histoire d'arbitrage, n'est-ce pas ?

Et c'est ainsi que dans un beau concert d'unanimité, beaucoup de pays, sachant sans doute à l'avance que le pouvoir socialiste français et Christine Lagarde avaient trouvé cet arrangement, n'ont pas cherché la petite bête. Juste avant la France, ou juste après, on a donc assisté à de stupéfiantes salves d'applaudissements en faveur de Christine Lagarde.

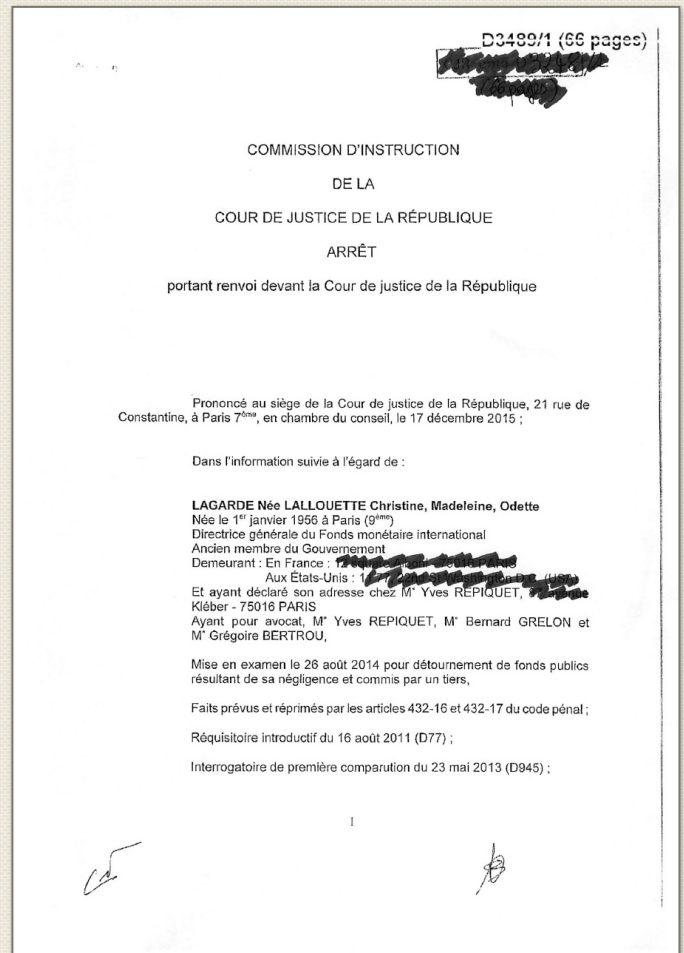
« Je serais ravi de soutenir Lagarde pour un nouveau mandat à la tête du FMI. C'est une dirigeante remarquable », a ainsi déclaré George Osborne, le ministre des finances britannique. Son homologue allemand Wolfgang Schäuble a fait de même, jugeant que la dirigeante avait été « une gestionnaire de crise prudente et couronnée de succès à un moment difficile ». Représentant le premier actionnaire du FMI, le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew a, de son côté, dit espérer « pouvoir continuer à travailler » avec elle.

En apparence, le pouvoir socialiste a donc bien réussi son coup. Aussi graves que soient les griefs pesant sur Christine Lagarde, ils sont parvenus à l'installer sur la rampe de lancement, pour obtenir un deuxième mandat.

Car tout est là : ce sont effectivement des griefs très graves qui pèsent sur Christine Lagarde. Pour en prendre la mesure, il suffit de se reporter à notre dernière enquête : Tapie: la justice reproche à Christine Lagarde son incurie.

Dans cette enquête, nous révélions l'arrêt de renvoi devant la Cour de justice de la République. Pour mémoire, revoici cet arrêt de renvoi auquel presque aucun média n'a fait écho, l'AFP ne jugeant pas même utile d'y consacrer une dépêche :

L'ordonnance de renvoi de Christine Lagarde
by
Laurent MAUDUIT



<https://www.scribd.com/doc/295126961/L-ordonnance-de-renvoi-de-Christine-Lagarde>

Il suffit de lire ce document pour découvrir, page après page, la gravité des faits que la justice impute à Christine Lagarde. La commission d'instruction de la CJR y taille en pièces les explications de la patronne du FMI dans l'affaire Tapie, qu'elle juge « affligeantes ». Et elle fait notamment ce constat : « Le comportement de Mme Lagarde ne procède pas seulement d'une incurie mais aussi d'une conjonction de fautes qui, par leur nature, leur nombre et leur gravité, dépassent le niveau d'une simple négligence », estiment les magistrats.

Le cynisme des dirigeants socialistes est d'autant plus spectaculaire que l'histoire bégaie. Sachant qu'elle risquait d'être rattrapée par la justice, c'est précisément pour cette raison que Christine Lagarde avait choisi, le 25 mai 2011, de déposer sa première candidature pour devenir directrice générale du FMI.

Et par la suite, Christine Lagarde a toujours joué de sa position de directrice générale du FMI pour essayer de se protéger des avancées de la justice. Et les dirigeants socialistes lui ont constamment apporté leur concours. On se souvient ainsi que la veille du jour où Christine Lagarde a été entendue la première fois par la commission d'instruction de la CJR, le ministre socialiste des finances de l'époque, Pierre Moscovici, avait fait une déclaration au Monde pour dire que, quoi qu'il arrive, la France lui garderait son soutien. Ce qui était évidemment une forme de pression sur les magistrats, pour les inciter à ne pas mettre en examen Christine Lagarde, ce qu'ils n'ont d'ailleurs pas osé faire dans un premier temps, la plaçant seulement sous le statut de témoin assisté.

Et voilà donc que, comme dans une sinistre comédie, l'histoire recommence. Sachant que les griefs qui pèsent sur elle sont lourds, Christine Lagarde annonce de nouveau sa candidature, car elle sait que sa reconduction serait sa meilleure protection contre la justice. Et voilà que le pouvoir socialiste se prête au jeu, cherchant à faire une nouvelle fois entrave aux avancées de la justice.

Au mépris des règles les plus élémentaires de l'État de droit. Au mépris de l'éthique. Au mépris de la démocratie...

mediapart.fr

VI) Chômage : 1 Français sur 5 croit à une inversion de la courbe avant 2017

Par latribune.fr



Les annonces du président de la République lors de ses vœux, notamment en matière de formation, ne semblent donc pas avoir dissipé la morosité ambiante (...) ni le pessimisme sur la capacité du gouvernement à stimuler l'emploi", estime l'Ifop. (Crédits : © POOL New / Reuters)

Pour 38% des personnes interrogées dans un sondage Ifop, l'inversion de la courbe du chômage ne peut "certainement pas" survenir d'ici à la fin de l'année. Plus tôt en janvier, la ministre du Travail s'était elle-même montrée pessimiste à ce sujet.

Seuls 19% des Français croient à la possibilité de voir la courbe du chômage s'inverser d'ici à la fin de l'année, selon un sondage Ifop publié par Dimanche Ouest France. Parmi ces 19%, seuls 2% pensent que cette inversion peut "certainement" arriver.

Pour 38% des sondés, cette éventualité ne peut "certainement pas" survenir.

"Les annonces du président de la République lors de ses vœux, notamment en matière de formation, ne semblent donc pas avoir dissipé la morosité ambiante (...) ni le pessimisme sur la capacité du gouvernement à stimuler l'emploi, pessimisme très fortement ancré", analyse l'institut de sondage.

Un niveau de pessimisme stable

"Ce niveau de pessimisme à l'égard de l'évolution du taux de chômage apparaît stable par rapport à une mesure effectuée en janvier 2013", note l'Ifop. A l'époque, 25% croyaient à l'objectif annoncé par François Hollande en 2013, puis 16% et 19% respectivement en juillet et octobre de la même année.

Sans surprise, les sympathisants de droite sont les plus pessimistes sur la possibilité de cette inversion de la courbe du chômage, puisque seuls 6% la croient possible et 9% chez les sympathisants du FN. A gauche, 50% des sympathisants du PS croient à la possibilité de cette inversion, contre 26% parmi les proches du Front de Gauche. Enfin, parmi les chômeurs, seuls 6% considèrent comme possible cette inversion de la courbe du chômage, quand 50% pensent que l'objectif ne sera "certainement pas" atteint.

La ministre du Travail s'était elle-même montrée particulièrement pessimiste. Elle a estimé au début du mois de janvier qu'"avec des prévisions de croissance à 1,5% par exemple sur l'année 2016, ce n'est pas suffisant, notamment pour les personnes les moins qualifiées".

Sondage réalisé par questionnaire auto-administré du 19 au 21 janvier auprès d'un échantillon de

2.007 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

(Avec AFP)

**LA
TRIBUNE**

LAPRESSEENREVUE.EU

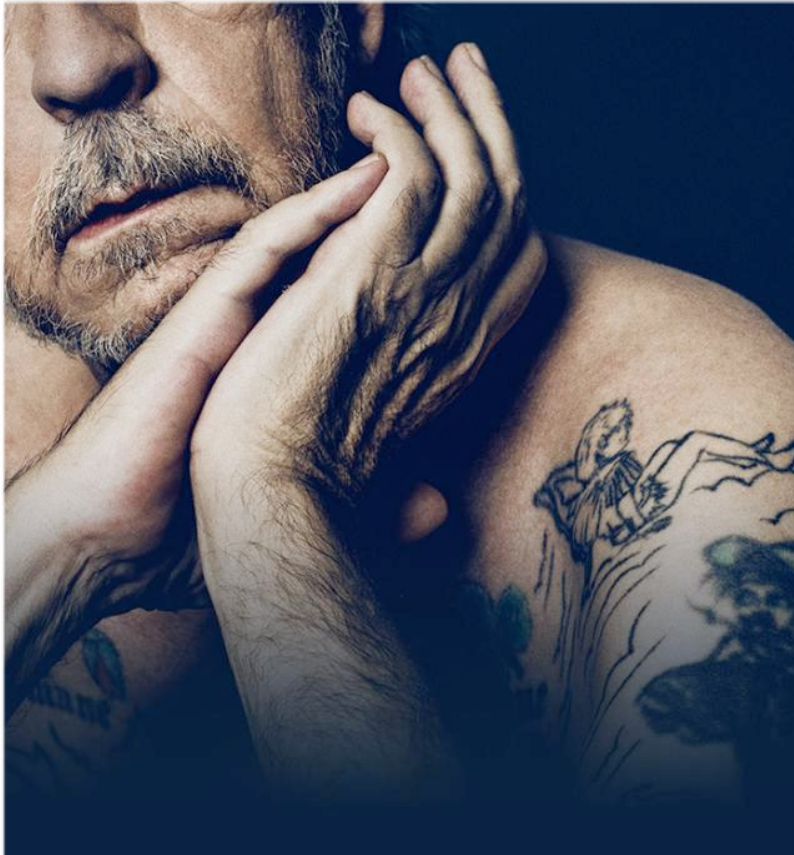
VII) Musique. Le nouveau Renaud arrive !



Le retour du chanteur Renaud se précise. | DR


L'information vient de tomber. Le nouveau « single » de Renaud arrive mardi prochain, 26 janvier.

En voici la photo. Le nouvel album est, quant à lui, annoncé par sa maison de disques, Parlophone, au printemps prochain. On sait qu'il y aura une tournée des Zénith, dans la foulée, cette année.



Nouveau single mardi prochain
Nouvel album printemps 2016

www.renaud-lesite.fr



Directeur promo : Stéphane Espinosa / stephane.espinosa@warnermusic.com / 01 56 55 74 04
TV : Alexandre Larue / alexandre.larue@warnermusic.com / 01 56 55 72 30
Presse : Sophie Ameglio / sophie.ameglio@warnermusic.com / 01 56 55 73 54
Radio : Céline Gauchery / celine.gauchery@warnermusic.com / 01 56 55 72 37
Periphs : Romain Massé / romain.masse@warnermusic.com / 01 56 55 72 26
Web : Magali Jannic / magali.jannic@warnermusic.com / 01 56 55 74 11

Il y a quinze jours, sur son compte Facebook, Renaud avait annoncé qu'il ne buvait plus. Et qu'il fumait beaucoup moins...

À 63 ans, Renaud reste l'un des chanteurs préférés des Français. L'auteur de « Morgane de toi », s'est retiré loin du public, après sa séparation avec la mère de son fils, Romane Serda. Pourtant, le public ne l'a pas oublié.

VIII) Belle-Ile-en-Mer. Le Palais dit « oui » à la commune nouvelle



Le maire de Palais, Frédéric Le Gars, favorable à la fusion des quatre communes...
Le maire de Palais, Frédéric Le Gars, favorable à la fusion des quatre communes de l'île, a suivi le dépouillement de la consultation, hier.

Le deuxième jour de vote organisé par le Palais sur la fusion, ou pas, des quatre communes de Belle-Ile, s'est déroulé hier. 82 % des votants ont voté oui à la commune nouvelle. Le taux de participation sur les deux jours de vote est de 43,42 %.

Les électeurs de Palais, à Belle-Ile, qui le souhaitent étaient appelés à se prononcer hier sur la mise en place, ou non, d'une commune nouvelle sur l'île, fusionnant les quatre communes : Le Palais, Bangor, Sauzon et Locmaria. Un premier tour avait déjà été organisé samedi 16 janvier. Il s'agissait, hier, du deuxième tour. Le résultat

appel. Près de 82 % des suffrages ont répondu oui à la création d'une commune nouvelle. Un peu plus de 18 % ont voté non, alors que le taux de participation sur les deux sondages (celui du 16 janvier et celui du 23) est de 43,42 %.

Frédéric Le Gars satisfait

879 personnes sur 2.024 électeurs potentiels à Palais se sont déplacées. 854 votes ont été exprimés, avec 700 oui et 154 non. Le président de la communauté de commune et maire du Palais Frédéric Le Gars, organisateur du sondage, a annoncé les résultats, en exprimant sa satisfaction devant « cette mobilisation citoyenne. » « C'est la confirmation que le sentiment des élus sur la nécessité de créer une commune nouvelle est fondé, » a-t-il réagi. « Il y a concordance des positions. Ce que l'on souhaite maintenant, c'est que les autres communes de Belle-Ile, consultent leur population.

» Que vont faire Bangor, Sauzon et Locmaria ?

Sauzon votera bientôt

Le maire de Sauzon, Norbert Naudin, tout comme la grande majorité du conseil municipal est favorable à la création d'une commune nouvelle. « On va avoir une discussion, lors du prochain conseil municipal au début du mois de février, au sujet de l'organisation à Sauzon d'un sondage de la population, » expliquait, hier soir, Norbert Naudin. « Il y a une très forte probabilité pour que nous organisions la même consultation qu'au Palais. Une pétition citoyenne circule en ce moment sur l'île et s'achève le 1er février. Nous attendions la fin pour nous prononcer sur le sondage ». Restent les communes de Bangor et Locmaria, dont les maires sont opposés à la création d'une commune nouvelle. Frédéric Le Gars, chef de file des pro-fusion, a exprimé hier son intention de solliciter le préfet du Morbihan, après que Sauzon aura organisé le sondage de sa population, afin qu'il incite les deux communes anti fusion à organiser le même sondage auprès de leurs populations respectives. Si elles refusent ? « On ne peut rien imposer, » reconnaît-il. « Le dialogue est ouvert. La discussion est possible », ajoute-t-il.

A Suivre...
La Presse en Revue